

Conseillers en exercices :29
Présents :17
Excusés :10
Absents :2
Votants :27

L'an deux mil vingt trois, le cinq avril, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, Salle du conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 30/03/2023, sous la présidence de **M. PETIT Jean-Louis 1^{er} adjoint au Maire.**

**OBJET : CONTRAT D'ENGAGEMENT
ÉDUCATIF - CAMP DE VACANCES**

PRÉSENTS : Mme BENOIT Maryline, Mme CAPET Carine, M. DUPOND Cédric, M. EVRARD Michel, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. HURET Hervé, M. IBISEVIC Kémal, Mme LANCE BARSACQ Emilie, Mme LE GARDIEN Christine, Mme LETUPPE Sylvie, M. PETIT Jean-Louis, M. RENARD Sébastien, M. SCOAZEC Jean-Jacques, Mme SEGUELA Véronique, M. VEZILIER Vincent, Mme WALLET Anne

EXCUSES / PROCURATIONS : M. ANSART Pierre donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. BERGOGNON Bruno donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme BETREMIEUX Christina donne pouvoir à Mme WALLET Anne, Mme DERAEEVE Caroline donne pouvoir à Mme GALLET Sabine, Mme DUTERIEZ Micheline donne pouvoir à Mme LE GARDIEN Christine, Mme FRUCHART Christelle donne pouvoir à Mme LETUPPE Sylvie, M. SIMON Reynald donne pouvoir à M. PETIT Jean-Louis, Mme TENAGLIA Gwénola donne pouvoir à Mme BENOIT Maryline, Mme TOURNEMAIN Myriam donne pouvoir à M. IBISEVIC Kémal, M. VENEL Eric donne pouvoir à Mme SEGUELA Véronique

ABSENTS : M. GACI Jérémy, M. MOUTON Patrice

Mme LE GARDIEN Christine est élue Secrétaire de séance

Monsieur PETIT expose :

Vu la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif ;

Vu la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 432-1 et suivants et D. 432-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2012-581 du 26 avril 2012 relatif aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur des titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ;

Le Contrat d'Engagement Éducatif (CEE) a été créé par le décret n° 2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif pris pour l'application de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Le CEE est un contrat de travail de droit privé, spécifique, destiné aux animateurs et aux directeurs des accueils collectifs de mineurs. Il fait l'objet de mesures dérogatoires au droit du travail en ce qui concerne le temps de travail, le repos du salarié et la rémunération.

En outre, aucune disposition législative ou réglementaire ne fait obstacle, en matière de fonction publique territoriale, au recrutement par une collectivité territoriale de titulaires de contrat d'engagement éducatif. Par conséquent, les collectivités territoriales peuvent conclure des contrats d'engagement éducatif en vue de l'organisation d'accueils collectifs de mineurs dès lors qu'il s'agit de satisfaire à un besoin occasionnel de recrutement et qu'elles sont responsables de l'organisation de ce type d'activités.

Enfin, il est rappelé que la personne recrutée doit justifier des qualifications exigées et qu'elle doit être affectée à des fonctions d'animation et d'encadrement durant un temps spécifique.

La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur 12 mois consécutifs (article L.432-4 du Code de l'action sociale et des familles).

La rémunération des personnes titulaires d'un CEE ne peut être inférieure à 2,20 fois le montant du salaire minimum de croissance par jour. Lorsque les fonctions exercées supposent une présence

continue auprès des publics accueillis, la nourriture et l'hébergement sont l'organisateur de l'accueil et ne peuvent en aucun cas être considérés comme tels (article D. 432-2 du Code de l'action sociale et des familles).

Je vous propose :

- La création de 4 Contrats d'Engagement Éducatif pour exercer les fonctions d'animateur, à temps complet à compter du 02/08/2023 et jusqu'au 16/08/2023 ;
- De fixer la rémunération en forfait journalier brut des animateurs à 72,90 €.

Le rapport est adoptée à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 06/04/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 11/04/2023

**Le Maire,
Pierre ANSART**

